



Distr.: GÉNÉRALE

E/ECA/STATCOM/2/6
16 janvier 2010

**NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Deuxième réunion de la Commission africaine de statistique
(StatCom-Afrique II)

17 – 22 janvier 2010
Addis-Abeba (Éthiopie)

**Rapport du Groupe de travail
sur les indicateurs du développement**

Décembre 2009

Table des matières

	<u>Page</u>
Introduction	
Activités du groupe	1
Élaboration du mandat du Groupe	1
Réunions et ateliers	3
Forum de discussion en ligne.....	3
Autres activités.....	3
Difficultés.....	5
Divergences entre données.....	5
Lacunes de données	6
Pour aller de l'avant	7

Introduction

Compte tenu des progrès accomplis vers les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), il est dorénavant admis qu'en dépit des efforts consentis ces dernières années, les pays africains n'atteindront pas certains d'entre eux, en raison notamment de la crise financière, de la lenteur de la croissance économique et surtout du changement climatique, puisque le développement de la plupart de ces pays (voire du continent tout entier) dépend des produits agricoles et des matières premières.

S'agissant du suivi, les pays se sont efforcés d'effectuer des enquêtes et des recensements, ainsi que de créer ou de renforcer leurs systèmes nationaux de statistique, par le biais des Stratégies nationales de développement de la statistique et conformément aux Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP). Toutefois, certaines améliorations demeurent nécessaires, tant pour améliorer les systèmes nationaux d'établissement de rapports que pour couvrir tous les indicateurs au fil du temps.

Le Groupe de travail sur les OMD a été créé par StatCom-Afrique I afin de résoudre les difficultés qui entravent la capacité des pays africains de suivre et d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des OMD, en ce qui concerne notamment : i) les divergences entre les données nationales et celles émanant d'organisations internationales, ii) les lacunes de données, iii) les questions de méthodologie, iv) le renforcement des capacités, et v) les systèmes d'établissement de rapports.

Le groupe s'est engagé à mener les activités suivantes:

1. Élaborer son mandat;
2. Tenir une réunion annuelle;
3. Aider certains membres afin qu'ils puissent assister aux réunions du Groupe interinstitutions et d'experts, ainsi qu'à d'autres rencontres internationales sur les OMD;
4. Créer un forum de discussion en ligne.

Le présent rapport dresse le bilan de la mise en oeuvre de ces activités depuis la première réunion de la Commission africaine de statistique (StatCom-Afrique I) et apporte également des précisions sur les activités prévues à l'avenir.

Activités du groupe

Élaboration du mandat du groupe

Pour relever les défis auxquels font face les pays africains, le Groupe de travail a préparé un mandat aux termes duquel il est chargé d' :

- Examiner les progrès, recenser les problèmes et proposer des solutions aux difficultés existantes ou émergentes liées à la mesure des progrès accomplis dans certaines initiatives de développement, notamment les OMD;
- Promouvoir l'échange de données d'expérience, l'apprentissage par les pairs, la coopération technique et le partage de données sur les OMD entre institutions et pays africains;

- Donner des avis à StatCom-Afrique sur la mise au point de méthodes, de normes, de critères et de pratiques au niveau international, et sur leur adoption pour la production et la mise en œuvre d'informations statistiques sur les OMD;
- Plaider pour la mobilisation des ressources et la coopération technique à l'appui des efforts nationaux faits pour le suivi des OMD;
- Assurer la diffusion des résultats de ses travaux aux Bureaux nationaux de statistique (BNS), aux organisations sous-régionales, régionales et internationales ainsi qu'à tout autre utilisateur;
- Recommander des études éventuellement nécessaires pour résoudre certaines questions relatives au suivi des OMD.

Afin de remplir ce mandat, le Groupe de travail devrait examiner:

- Les sources actuelles de données (par exemple les recensements, les enquêtes ou les systèmes administratifs);
- La pérennité de la production des données (notamment la périodicité des recensements et des enquêtes);
- Les questions de la qualité des données (notamment leur couverture et leur niveau de ventilation);
- Le recours à d'autres sources de données et la possibilité d'utiliser des méthodes d'estimation ou d'imputation;
- Les problèmes que pose le mécanisme global d'établissement de rapports sur les OMD;
- L'absence de données relatives à de nombreux indicateurs;
- Les divergences entre les données publiées par les pays et celles produites par des organisations internationales;
- Les déficiences des mécanismes de validation auprès des bureaux nationaux de statistique;
- Les estimations faites par des organisations internationales en ce qui concerne les données nationales manquantes;
- Le manque de coordination entre les producteurs et les utilisateurs de statistiques, dans les pays, entre ceux-ci et entre les pays et les organisations internationales;
- Le manque d'harmonisation des concepts, des méthodes et des normes;
- Le manque de pérennité de la production de données pour les indicateurs relatifs aux OMD; et
- Le manque de ressources humaines et financières au sein des SNS, ce qui compromet leurs capacités à produire, traiter, publier et diffuser des indicateurs statistiques sur les OMD.

Le mandat précise en outre les modalités d'élection du bureau du Groupe, ainsi que les celles réunions s'intercalant entre celles de StatCom.

Ce mandat peut être consulté sur le forum du Groupe de travail.

Réunions et ateliers

Constitué alors que le Centre africain pour la statistique venait d'être créé, le Groupe n'a pas été en mesure de tenir sa réunion annuelle officielle, en raison de contraintes financières.

Le Groupe interinstitutions et d'experts sur les OMD tient une réunion semestrielle, afin d'examiner les problèmes liés au suivi des OMD au niveau mondial. La CEA a veillé à ce qu'au moins quatre pays africains assistent à ces réunions.

Des divergences entre les données nationales et les estimations internationales, ainsi que des lacunes, ont été constatées lors de plusieurs réunions du Groupe interinstitutions et d'experts, qui a dès lors souligné la nécessité d'harmoniser les concepts et les définitions, et de diffuser des manuels et des guides sur cette question. À ce sujet, le Groupe interinstitutions et d'experts (dont le Centre africain pour la statistique est membre à part entière) a entamé le processus de révision du manuel sur les OMD, qu'il mènera à bien d'ici mars 2010.

Le Groupe interinstitutions et d'experts a recommandé que les Commissions régionales des Nations Unies étudient la question des divergences entre estimations nationales et internationales, en étroite collaboration avec la Division de statistique de l'ONU, et qu'elles consultent leurs États membres respectifs afin de préparer une contribution régionale au rapport mondial sur cette question.

Conformément à cette recommandation, le Centre africain pour la statistique et la Division de statistique de l'ONU ont conjointement organisé, en collaboration avec le secrétariat de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), un atelier sur la coordination des mécanismes d'établissement de rapports et les divergences de données dans le suivi des OMD, qui s'est tenu du 5 au 8 mai 2008 à Kampala (Ouganda).

L'atelier avait pour objectif de recenser les origines possibles des divergences entre les sources nationales et internationales en ce qui concerne le suivi des OMD, et d'examiner des méthodes pour harmoniser les données. Outre les États membres de la SADC (14 pays), l'atelier a réuni des représentants du Cameroun, du Ghana et de l'Ouganda, ainsi que de diverses organisations internationales dont la Banque mondiale, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Institut de statistique de l'UNESCO.

Forum de discussion en ligne

La CEA a créé un portail du réseau africain de statistique. Parmi divers domaines thématiques, le portail permettra d'accéder au forum de discussion sur les OMD. Les membres du Groupe de travail (voir la liste en annexe) peuvent s'inscrire au forum.

Autres activités

En février 2009, la CEA et la Banque africaine de développement (BAD) ont élaboré un cadre détaillé pour améliorer la qualité et la disponibilité des données relatives aux OMD ainsi que l'établissement de rapports sur ces données. Le document analyse les expériences de certains pays

africains, propose des solutions et suggère diverses orientations à suivre ainsi que des activités à mener par le Groupe.

Des *Études de cas sur l'analyse des disparités de données entre sources nationales et internationales et d'éventuelles solutions* ont été effectuées conformément à ce cadre dans six pays d'Afrique: en Ouganda et en Éthiopie (par le Centre africain pour la statistique), au Burkina Faso et au Sénégal (par l'Observatoire économique et statistique pour l'Afrique subsaharienne - AFRISTAT), au Liberia (par la Division de statistique de l'ONU, le Département britannique du développement international (DFID) et le Centre africain pour la statistique) et en Tanzanie (par la Division de statistique de l'ONU et par le DFID). Les divergences et les lacunes font ressortir des caractéristiques communes: certains indicateurs relatifs aux Objectifs 5 et 6, les indicateurs relatifs à l'Objectif 7 et l'indicateur 8.13 comportent de sérieuses lacunes et disparités dans les deux pays. Des recommandations pertinentes (voir le rapport d'évaluation) ont été adressées aux principales parties prenantes: i) le Groupe interinstitutions et d'experts; ii) les gouvernements; iii) les BNS et les SNS; les organismes des Nations Unies (à l'exclusion du Centre africain pour la statistique et de la CEA); et v) le Centre africain pour la statistique et la CEA.

S'agissant de stratégie et d'un programme pour la double harmonisation régionale et mondiale des statistiques relatives aux OMD, la CEA, en collaboration avec les partenaires régionaux, a lancé un certain nombre d'initiatives formant un cadre pour les travaux futurs dans ce domaine. Ces initiatives incluent le Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA) et le Groupe de travail sur les bases de données et publications régionales communes du Comité africain de coordination des statistiques (CACS)

- ***Le Programme de formation statistique pour l'Afrique.*** Reconnaissant l'importance cruciale de la formation statistique pour la production de statistiques de qualité, un groupe de travail dirigé par la CEA et la Fondation africaine pour le renforcement des capacités a été institué pour mettre au point un programme stratégique sur les ressources humaines et la formation dans le domaine de la statistique. S'appuyant sur la proposition présentée lors de la dernière réunion de coordination, le Centre africain pour la statistique met la dernière main à la proposition détaillée sur le PFSA. Les éléments clés du programme sont le soutien aux centres régionaux de formation en statistique, la mise en place de centres de formation en cours d'emploi (conformément aux recommandations du Cadre stratégique régional de référence) et le service d'initiation, de tutorat et de mentorat. Ce programme peut servir à renforcer les capacités des pays africains dans les efforts qu'ils déploient pour produire et diffuser des statistiques de qualité en vue du suivi des OMD.
- ***Le Groupe africain sur la formation statistique et les ressources humaines (AGROST).*** Lors de la réunion sur la coordination des activités et des initiatives dans le domaine de la formation statistique, qui a eu lieu le 13 avril 2009 à Ouagadougou (Burkina Faso) en marge de la 19^{ème} réunion du Comité de coordination d'AFRISTAT, il a été suggéré que tous les groupes existants en matière de formation statistique en Afrique soient remplacés par un groupe unique, sous l'égide de StatCom-Afrique. L'objectif principal de l'AGROST est d'assurer la coordination des activités et des initiatives à l'appui de la formation statistique et de la mise en valeur des ressources humaines en Afrique. Cette coordination se fera à trois niveaux différents, à savoir: les activités et initiatives en cours,

la planification de projets, et l'alignement du soutien de partenaires techniques et financiers en faveur de la formation statistique en Afrique. L'AGROST a tenu sa première réunion à Bujumbura en juin 2009.

- ***Le Groupe de travail sur les bases de données et publications régionales communes du CACS.*** Afin de réduire au minimum les doubles emplois et la diffusion de données contradictoires sur les pays africains, il a été convenu de créer un groupe de travail sur les bases de données et sur les publications statistiques communes, sous l'égide de la BAD et de la CEA, afin d'harmoniser les bases de données et les publications statistiques régionales. Le Groupe de travail a envisagé de mettre en place une base de données régionale qui comporterait un volet sur les OMD. L'Annuaire statistique pour l'Afrique commun à tout le continent et qui est publié pour la première fois en 2009, contient une section sur les OMD.

Difficultés

Les disparités et les lacunes de données, ainsi que le système d'établissement de rapports, constituent les entraves principales au suivi des OMD en Afrique. Les études de cas réalisées dans six pays africains ont fait ressortir les points suivants:

Divergences entre données

Les divergences entre les sources de données nationales et internationales peuvent être dues à un certain nombre de facteurs, dont les suivants:

- ***Définitions et spécifications:*** Les définitions doivent être claires, afin que les termes utilisés ne soient pas susceptibles d'interprétations différentes dans différents pays.
- ***Insuffisance des estimations émanant d'enquêtes par sondage:*** Il est possible que certaines estimations émanant d'enquêtes soient trop vagues pour pouvoir être utiles à des fins de comparaisons internationales ou bien au suivi des progrès dans la réalisation des OMD. De fait de telles estimations peuvent s'avérer très peu utiles pour les comparaisons pour des raisons telles que d'importantes erreurs dues et non dues à l'échantillonnage, la manque de comparabilité des méthodes au fil du temps, la couverture limitée et les modifications survenant dans les populations à l'étude.
- ***Insuffisance de la couverture:*** Les indicateurs des OMD ne peuvent bénéficier d'estimations crédibles émanant d'enquêtes par sondage ou de fichiers administratifs que si les enquêtes sont bien conçues et mises en œuvre, et que si les fichiers administratifs assurent une couverture complète et de bonne qualité. Malheureusement, les moyens financiers de la plupart des pays sont trop limités pour leur permettre d'effectuer des enquêtes par sondage satisfaisantes ou de tenir des fichiers exhaustifs, et la fréquence est généralement tous les trois à cinq ans.

- **Période de référence:** Les statistiques administratives couvrent généralement la période de l'exercice budgétaire, et il convient donc d'y apporter des ajustements pour obtenir des estimations couvrant l'année civile.
- **Différences de méthodes:** Les populations à l'étude et les questionnaires peuvent varier énormément d'une enquête à l'autre, de même que la conception et le modèle d'une enquête (notamment la technique d'estimation) peuvent également changer au fil du temps, pour des raisons valables. En outre, la nature des paramètres peut aussi se transformer avec le temps, ce dont témoigne la révision des indicateurs du suivi des OMD depuis 2007. Ainsi des divergences peuvent-elles se manifester au fil du temps, à la fois dans les pays et entre les estimations d'organismes internationaux; ces derniers pourraient d'ailleurs estimer commode de modifier de temps à autre leurs méthodes et leurs procédures de traitement des données.
- **Différences dans les estimations de population:** Plusieurs indicateurs relatifs aux OMD font appel à des estimations de population en périodes intercensitaires. De telles estimations se fondent invariablement sur diverses hypothèses concernant le taux de croissance de la population, reposant elles-mêmes sur d'autres hypothèses concernant les tendances en matière de taux de natalité, de mortalité et de migration nette.
- **Ajustements au cadre des OMD:** Lorsque les pays n'ont pas communiqué d'indicateurs, les institutions internationales ont fourni des estimations, ce qui donne lieu à d'importantes divergences entre les estimations nationales et internationales.

Lacunes des données

Pour la région Afrique, il faudrait prêter une attention particulière aux facteurs suivants, qui sont au nombre des divers éléments contribuant aux lacunes constatées dans les données:

- **Fréquence des mises à jour:** Une analyse minutieuse des études de cas des deux pays montre que jusqu'à avril 2008, seuls trente indicateurs avaient été mis à jour au sein de la base de données de la Division de statistique. De ces trente indicateurs, vingt-huit avaient été mis à jour au plus tard en août 2007, et uniquement deux avaient été revus au début de 2008. Outre cela, des 30 indicateurs revus jusqu'à présent, seuls quatre comportent des données concernant 2006, tandis que les autres ne présentent de données que pour les années précédant 2006.
- **Périodicité des enquêtes par sondage:** En l'absence d'un système national de statistique (SNN) performant, plusieurs indicateurs dépendent d'enquêtes par sondage. Celles-ci sont généralement effectuées tous les trois à cinq ans, et des lacunes tendent donc à se manifester durant les périodes interenquêtes et intercensitaires. Dans les pays, les recensements de la population constituent la meilleure source de données pour les OMD, mais leur périodicité est trop basse pour faciliter les suivis d'une année sur l'autre.
- **Priorités nationales:** Les pays peuvent faire face à un déficit interne de capacités à collecter les données, pour des raisons financières. D'autre part, il est possible que

certaines indicateurs (émissions de CO₂ et appauvrissement de la couche d'ozone, dans l'objectif 7) ne cadrent pas vraiment avec les priorités nationales de nombreux pays africains.

Pour aller de l'avant

Dans son programme de travail 2010-2011, le Centre africain pour la statistique prévoit l'élaboration d'un *manuel sur la dérivation d'indicateurs du développement à partir de recensements de la population et d'enquêtes auprès des ménages*. Une réunion du groupe d'experts et un atelier seront organisés afin de contribuer à cette tâche. En outre, une série d'activités a été planifiée pour renforcer les capacités des États membres à produire et à diffuser des indicateurs du développement. Elles incluent des réunions de groupes d'experts et des ateliers régionaux et sous-régionaux.

La CEA mettra en œuvre un projet de Compte pour le développement, en partenariat avec la Division de statistique de l'ONU et d'autres commissions régionales. On escompte de ce projet les résultats suivants:

Résultat escompté 1: Amélioration et augmentation de la production et de l'utilisation de statistiques nationales et régionales sur les OMD, conformément à la fois à des normes internationales et à des références régionales, par le biais de collaborations régionales.

Résultat escompté 2: Diminution des divergences observées dans les indicateurs relatifs aux OMD entre les sources nationales, régionales et internationales; avancement d'un processus d'harmonisation statistique au niveau national (entre organismes nationaux) et au niveau international (avec d'autres pays de la région et avec des organismes internationaux), ces deux étapes étant appuyées par les organes statistiques régionaux.

Résultat escompté 3: Renforcement du réseau des experts et des praticiens dans les domaines de la statistique et de l'établissement de rapports aux niveaux national et régional, par le biais de l'augmentation des échanges de données d'expérience, de méthodes et de bonnes pratiques.

Pour atteindre ces objectifs, les activités suivantes seront réalisées: i) comparaison et mise à jour de séries de données, ii) assistance technique aux pays pour les aider à créer et à renforcer leurs capacités statistiques et institutionnelles, iii) tenue d'un atelier régional de renforcement des capacités, iv) production et diffusion de documents et de publications, v) promotion de la création de groupes de travail interinstitutions nationaux sur les OMD et renforcement des groupes existants, vi) mise en place et mise à jour régulière de bases de données régionales sur les indicateurs relatifs aux OMD.

Le Groupe de travail aidera également les pays africains à mettre en place des bases de données nationales destinées à alimenter le système régional.

Annexe 1: Liste des membres du Groupe de travail sur les indicateurs du développement

Titre	Prénom et nom	Adresse électronique	Titre professionnel	Catégorie	Organisation	Pays	Ville	Adresse
M.	Côme NIJIMBERE	nicomefr@yahoo.fr , leonnimbona@yahoo.fr	Coordonnateur	Unité DSRP	DSRP Burundi	Burundi	Bujumbura	Secrétariat Permanent de Suivi des Réformes Economiques et Sociales (SP-REFES), B.P. 1960, Bujumbura, BURUNDI Tel 257 22 24 56 88, 257 81 14 16 Fax 257 22 65 93
M.	Isaac NJIEMOUN	isaacnjiemoun@yahoo.fr		Associations statistiques	Association des Statisticiens du Cameroun	Cameroun	Yaoundé	Tel. 237 998 67 263
M.	Mbaiougoum Tinro	tirnombai@yahoo.fr		BNS	Institut National de la Statistique des Etudes Economiques et démographiques	Tchad	N'Djamena	BP 453 Tel.235 62 96 402 235 514549 , 523164 Fax. 235 526613
M.	Abdou Nassur Madi	abdou_nassur@yahoo.fr	Expert National Chargé du DSRP/OMD	Unité DSRP	DSRP Comores	Comores	Moroni	Tel.269 32 01 10, 76 Fax. 269 73 15 77
M.	Etaki Wa Dzon	etakiwadzon@yahoo.fr, kivouila_lucien@yahoo.fr	Responsable suivi évaluation DSRP	Unité DSRP	DSRP Rép. du Congo	Congo	Brazzaville	Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire, de l'Intégration Economique et du NEPAD Tel. 242 5205240
M.	Amici Abdallah Welo	miniplan@raga.net		Unité DSRP	DSRP Rép. dém. du Congo	R.D. Congo	Kinshasa	Comité national de lutte contre la pauvreté, Ministère du Plan, Kinshasa Fax. 243 12 33 423
M.	Emmanuel G. Yohannes	ethstat@sc.aau.edu.et	Président	Associations statistiques	Association statistique éthiopienne	Ethiopie	Addis-Abeba	
M.	Nuredin Ibrahim	ethstat@sc.aau.edu.et	Secrétaire	Associations statistiques	Association statistique éthiopienne	Ethiopie	Addis-Abeba	Tel. 251 911 633588
M.	Antoine SIMONPIETRI	antoine.simonpietri@oecd.org	Directeur de PARIS21	Autre agence spécialisée	Consortium PARIS21	France	Paris	Directorat de la Coopération au Développement, OCDE , TE 0167, 2 rue André Pascal , 75775 Paris Cedex 16 Tel. 33.1.45.24.14.64, 33 1 45 24 90 51 Fax. 33 1 44306143, 33 1 45 24 94 06
M.	Serign Falu Njie	falunjie@gmail.com		Unité DSRP	DSRP Gambie	Gambie	Banjul	Strategy For Poverty Alleviation Co-ordination

								Office (SPACO)
Mme.	Maria da Conceição MOURA	Macomoura2003@hotmail.com	Conseillère pour DSRP	Unité DSRP	DSRP Guinée Bissau	Guinée Bissau	Bissau	Ministre des Finances, CP 67 Bissau Tel. 245 665 8668, 24 Fax. 245 720 4728
M.	Jared M Ichwara	jmichwara@yahoo.com, med@todays.co.ke	Économiste en chef	Unité DSRP	DSRP Kenya	Kenya	Nairobi	Monitoring and Evaluation Department, Ministry of Planning and National Development Tel. 254 20 3175 86 Fax. 254 20 3159 77
Mme	L. Lefosa	director@bos.gov.ls	Directeur	BNS	Bureau de la Statistique	Lesotho	Maseru	Bureau of Statistics, P.O. Box 455, Maseru Tel. 266 58 884015, 22 323852 poste 205 Fax. 266 22 310 177
M.	ElHadji Malam SOULE OUMAROU	oumarou.soule@afristat.org	expert en suivi des DSRP et OMD	Organisation sous -régionale	AFRISTAT (Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne)	Mali	Bamako	AFRISTAT, BP E-1600 Bamako, Mali Tel. 223 221.55.00, 221.60.73 Fax. 223 221.11.40
M.	Abdelilah ZERROU	azerrou@statistic.gov.ma, amaalmi@statistic.gov.ma	Chef de Division du Recensement et de l'Etat Civil	BNS	Direction de la statistique	Maroc	Rabat	B.P. 178-10001 Tel. 212 37 77 36 06, 212 37 773244 Fax. 212 37 77 32 17, 37 7 73 24
M.	Ibrahim SOUMAILA	insniger@yahoo.fr, dscn@delgi.ne	Directeur de la coordination statistique	BNS	Institut National de la Statistique	Niger	Niamey	182 rue de la sirba, INS BP 13416 Tel. 227 9697 5088 227 723560 Fax. 227 2072 2174 227 725934
M.	Ajayi OLADEJO	ooajayi611@yahoo.com	Consultant international (statistique)	Consultants	Consultant international indépendant en statistique	Nigeria	Lagos	Tel. +234 805 200 0237
M.	Mamadou Falon Mbengue	dpsfr@yahoo.fr	Directeur général adjoint	BNS	Agence Nationale de la Statistique et de la démographie	Sénégal	Dakar	B.P. 116, Dakar, Senegal Tel. 221 33 86 921 41 Fax. 221 33 86 921 58
M.	El Hadj Malick Diamé	diamemalick@yahoo.fr, mdiame@dps.finances.gouv.sn	coordonnateur de la CPCCI ANSD	Ministère (Autres)	Ministère de L'Économie et des Finances, Agence Nationale de la Statistique et de Démographie	Sénégal	Dakar	ANSD Point E Dakar BP 116, Dakar Tel. 221 77 543 2 87, 33 869 21 47 Fax. 221 33 869 21 33, 39
M.	Joseph A. Lawrence Kamara	statistics@sierratel.sl	Expert statisticien	BNS	Statistics Sierra Leone	Sierra Leone	Freetown	Tel. 232 22 223287 Fax. 232 22 223 897

M.	Sylvester Young	young@ilo.org	Directeur	Autre agence spécialisée	Bureau international du Travail	Suisse	Genève	Bureau of Statistics, International Labour Organization (ILO), 4, route des Morillons, CH-1211 Geneva 22, Tel. 41.22 799.7152, 41.22.799.6026 Fax. 41 22 799 6957, 41.22.799.8533
M.	Hamed R.H. Hikmany	zipa@zanzinet.com	Commissaire	Unité DSRP	DSRP Zanzibar	Tanzanie	Zanzibar	P.O.Box 1154 Tel. 255 777 41 1186 Fax. 255 24 2231742
M.	J.B. Male-Mukasa	ubos@ubos.org, ubos@infocom.co.ug	Directeur exécutif	BNS	Bureau des statistiques de l'Ouganda	Ouganda	Kampala	Uganda Bureau of Statistics, P.O. Box 7186, Kampala, Uganda Tel. 256 041 706000, 322101 Fax. 256 41 320147, 234219
Mme	ROSETTI NABBUMBA NAYENGA	rosseti.nabbumba@finance.go.ug	Analyste en matière de politiques	Ministère (Autres)	Ministry of Finance Planning and Economic Development	Ouganda	Kampala	Tel. 256 772487225
Mme	Zaam Ssali	zaam.ssali@gmail.com	Expert informaticien	Unité DSRP	DSRP Ouganda	Ouganda	Kampala	Ministry of Finance, Planning and Economic Development, P.O. Box 8147 Kampala Tel. 256 77 406 356 , Mob. 077 777712
Mme	Margret Kakande	keith.muhakanizi@finance.go.ug	Directeur, Unité de suivi et d'analyse de la pauvreté	Unité DSRP	DSRP Ouganda	Ouganda	Kampala	Ministry of Finance, Planning and Economic Development, P.O. Box 8147 Kampala Tel 041 230 290, Mob. 077 777 712
M.	Pedro Arizti			Autre agence spécialisée	Banque mondiale	United States of America	Washington	Africa Region, MSN J 5-507, The World Bank, 1818 H Street, NW, Washington, DC 20433 USA Tel. 202 458 46 41
M.	Mandza Tsomo Davy Christian	plan.info@internetgabon.com		DSRP		Gabon	Libreville	
M.	Said CHAHOUA (M.)	schahoua@statistic.gov.ma	Chef de Division des Statistiques Générales	INS	Direction de la Statistique - Haut-Commissariat au Plan	Maroc	Rabat	Tel. +212 37 77 31 25 Fax. +212 37 77 32 17